



attac

Le Courriel d'information

n°378 – Mardi 12 novembre 2002

L'AMERIQUE ET LA GUERRE

Dans ce numéro

1. www.attac.info/fse

Grâce à une cinquantaine de militant(e)s d'ATTAC venu(e)s de 5 pays différents nous avons pu produire une trentaine d'articles en trois langues, des reportages photos et vidéos, des interviews audio.

2. **Les syndicats US contre la guerre** (Par Chris Kotalik)

"Dites-moi un peu, c'était quand la dernière fois que les compagnies pétrolières vous ont fait un cadeau ? Est-ce que ce ne sont pas ces mêmes compagnies qui ont multiplié par deux les prix de l'essence à la pompe après le 11 septembre ? Est-ce que vos frères, vos sœurs, vos enfants, vos compagnons de travail, devraient aller se faire tuer pour augmenter leurs bénéfices ?" (Sweeney – Président AFL-CIO)

3. **Les changements de régime commencent chez soi : votez** (Par Kelix Kolb)

Samedi 26 octobre, les États-Unis ont été témoins de la plus grande manifestation pour la paix depuis la guerre du Viêt-nam : plus de 100 000 personnes se sont rassemblées à Washington, 45 000 à San Francisco et des dizaines de milliers dans d'autres villes américaines.

4. **La sécurité collective, un concept qui fonctionne** (Par Jeremy Brecher)

En tant que citoyen américain, je voudrais remercier toutes les personnes et les pays qui oeuvrent à empêcher mon pays d'entrer en guerre. Et je veux vous assurer que vos efforts ont un impact important aux États-Unis.

www.attac.info/fse

Grâce à une cinquantaine de militant(e)s d'ATTAC venu(e)s de 5 pays différents nous avons pu produire une trentaine d'articles en trois langues, des reportages photos et vidéos, des interviews audio. Avant d'être un média [attac.info](http://www.attac.info) est un laboratoire militant qui vise à expérimenter les moyens d'être et de travailler ensemble malgré les différences de langues et de sensibilités. [Attac.info](http://www.attac.info) est aussi une expérience militante qui a duré 4 nuits et 4 jours. [Attac.info](http://www.attac.info) est enfin un espace ouvert qui dure le temps d'un événement et accueille ainsi sur la base du volontariat des personnes des différents ATTAC. Vous nous retrouverez dans les 6 prochains mois lors du Forum social mondial et lors du G8 d'Evian.

Vous pouvez retrouver l'ensemble des productions sur www.attac.info/fse

Le dernier jour est en ligne qui comprend non seulement des photos de la manifestation (500 000 personnes selon la police) et du cortège d'ATTAC, mais aussi des articles et photos sur l'Assemblée générale des mouvements sociaux qui s'est tenue dimanche matin (environ 15000 personnes présentes).

Les syndicats US contre la guerre

Par Chris Kotalik

Traduction. Stan Gir. coordinat@attac.org
traducteurs bénévoles (*)

AFL-CIO : "la guerre doit être l'ultime option, pas la première"

Immédiatement après les événements du 11 septembre, de nombreux syndicalistes et leaders syndicaux se sont déclarés en faveur de la guerre contre le terrorisme, et le soutien syndical à cette politique est resté assez important lors de l'intervention rapide des forces américaines en Afghanistan.

Mais ce consensus face à l'augmentation des interventions militaires a commencé de s'effriter. Ces derniers mois, un nombre croissant de fédérations syndicales d'États, de conseils exécutifs, de syndicats locaux, de groupes "ad hoc" de travailleurs contre la guerre et d'autres groupes de travailleurs encore se sont opposés aux projets de nouvelle guerre en Irak.

Le 7 octobre, le président de l'AFL-CIO, John Sweeney, a envoyé au Congrès une lettre mitigée au sujet de l'Irak. Par exemple, Sweeney y



attac

déclare : "Bien sûr, les États-Unis ont le droit d'agir unilatéralement si cela est nécessaire à la protection de nos intérêts nationaux. Mais l'AFL-CIO est intimement persuadée que nos intérêts seraient mieux protégés par une action multilatérale." Par ailleurs, il insiste sur la nécessité de ne pas se précipiter dans la guerre : "Nous devons assurer les filles et les fils des familles de travailleurs américains que la guerre est la dernière option et non la première en vue de résoudre ce conflit avant de leur demander de s'exposer pour nous protéger", déclare Sweeney. Il remet également en question le calendrier prévu par Bush : "Il semble à de nombreux membres de notre syndicat que cette urgence soudaine à décider de la guerre ou de la paix, urgence qui n'existait pas il y a un mois, a autant à voir avec le calendrier politique qu'avec la situation en Irak. C'est du reste en contradiction apparente avec le fait qu'il n'existe aucune urgence équivalente pour trouver une solution à la crise économique qui fait directement souffrir tant de nos compatriotes."

Le véritable intérêt des travailleurs

Le 4 octobre, le conseil exécutif du syndicat local 1199/SEIU, regroupant des travailleurs des services sociaux et humanitaires de New York, a été beaucoup plus direct : "Les familles des travailleurs américains ont tout intérêt à prévenir une autre guerre."

Ce syndicat représente environ 220 000 travailleurs des services de la santé. Il exhorte les travailleurs à contacter le Congrès et à organiser des manifestations contre la guerre.

Il se réfère à sa tradition d'opposition à la guerre : "Notre syndicat a été un des tout premiers à s'opposer à la guerre au Vietnam ; notre voix, solitaire au début, est finalement devenue celle de la majorité, au fur et à mesure que le carnage augmentait. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de prévenir une catastrophe avant qu'elle ne commence."

La déclaration du syndicat fait ressortir le contraste entre la détérioration des conditions économiques et la bonne santé retrouvée du budget militaire. Elle fait ressortir le fait qu'un nombre sans cesse croissant de citoyens américains ne bénéficient pas d'assurance-santé (environ 41 millions) alors que le gouvernement de G.W. Bush augmentait les dépenses militaires de 45 milliards de dollars en 2002.

Une telle augmentation des dépenses militaires, en plus des diminutions d'impôts pour les plus

fortunés, s'est traduite par un assèchement des fonds "en faveur des créations d'emplois, de la santé publique, de l'enseignement public et autres besoins humains essentiels".

La déclaration va au-delà des problèmes internes aux États-Unis pour critiquer la nouvelle politique de "guerre préventive" du gouvernement Bush en déclarant que "cette politique précipiterait le monde dans l'anarchie internationale".

Cette prise de position était suivie par une page entière de publicité dans le "New York Times" du 10 octobre, signée par le président du Syndicat 1199, Dennis Rivera.

Le Conseil de la Fédération des professeurs de l'État de Californie a présenté le 21 septembre une résolution du même ton que celle du Syndicat 1199 : le CFT, qui représente 100 000 professeurs, a déclaré s'opposer totalement à la guerre et a exhorté ses membres à "participer activement à l'organisation de la lutte contre la marche du gouvernement Bush vers la guerre".

La résolution notait par ailleurs qu'une guerre "renforcerait encore davantage un gouvernement qui avait réduit les libertés civiles de ses citoyens".

Parmi les autres syndicats qui se sont mobilisés contre la guerre ces deux derniers mois, citons le Conseil du Travail de l'État de Washington, le Syndicat des Travailleurs de l'Électricité, les Charpentiers du New Mexico, le SEIU du Wisconsin, "Pride at Work", et de nombreux Conseils Centraux du Travail de la côte ouest et de l'État de New York.

Des docks à l'Irak

De nombreuses résolutions syndicales contre la guerre ont fait le lien entre la politique extérieure de Bush contre l'Irak et ses actions contre les syndicats à l'intérieur du pays.

La résolution du 10 septembre, présentée par le syndicat local n° 10 des dockers (ILWU), déclare que le président Bush se sert des problèmes de sécurité nationale pour d'une part miner l'action des syndicats dans les négociations de conventions collectives, et d'autre part essayer de "les engager dans son effort de guerre en faveur des grandes compagnies pétrolières".

Le Conseil central des travailleurs d'Albany suivait la même ligne en affirmant : "la volonté belliqueuse du gouvernement Bush est fortement motivée par la politique intérieure, qui menace le



attac

ILWU et ouvre ainsi une brèche dans le mouvement syndical tout entier".

Dans la zone de Detroit, le syndicat local des travailleurs de la poste a produit un éditorial anti-guerre sur le thème "Pas de sang pour du pétrole" : "Cette guerre a directement à voir avec les intérêts des pétroliers et avec le pétrole".

Nombreuses sont les sources d'information qui montrent que le nouveau pouvoir que Bush prévoit pour l'Irak transférera les énormes ressources pétrolières de ce pays aux compagnies pétrolières américaines. C'est cela et une volonté de domination politique de la région qui sont les vrais motifs de la "guerre de Bush".

"Dites-moi un peu, c'était quand la dernière fois que les compagnies pétrolières vous ont fait un cadeau ? Est-ce que ce ne sont pas ces mêmes compagnies qui ont multiplié par deux les prix de l'essence à la pompe après le 11 septembre ? Est-ce que vos frères, vos sœurs, vos enfants, vos compagnons de travail, devraient aller se faire tuer pour augmenter leurs bénéfices ?"

(voir lettre de Sweeney au Congrès sur WWW.AFLCIO.ORG sous "testimony")

Pour cet article, contacter Marsha Niemeijer à marsha@labornotes.org

Publié en collaboration avec "Labor Notes" Labor Notes est un mensuel basé à Detroit, USA. Notre objectif est de revitaliser le mouvement des travailleurs. Nous donnons des nouvelles sur le mouvement des travailleurs que vous ne trouverez nulle part ailleurs. Des informations sur des actions à la base, les tactiques nouvelles de syndicalisation, les conflits du travail au niveau international, les travailleurs migrants et les problèmes auxquels certains leaders syndicalistes préféreraient ne pas toucher... Souscrivez et vous recevrez une copie de Labor Notes dans votre courrier ! Pour toute information sur la souscription : www.labornotes.org

Les changements de régime commencent chez soi

Par Felix Kolb
Traduction : Paul Gignac. Traducteurs bénévoles cooridtrad@attac.org

Samedi 26 octobre, les États-Unis ont été témoins de la plus grande manifestation pour la paix depuis la guerre du Viêt-nam : plus de 100 000 personnes se sont rassemblées à Washington, 45 000 à San Francisco et des dizaines de milliers dans d'autres villes américaines.

C'est un phénomène des plus remarquable pour toute une série de raisons. D'abord, cette fois, les protestations ont lieu plus tôt. Dans le cas de la guerre du Golfe, le mouvement pacifiste ne gagna en force qu'après que des avions militaires eurent commencé à lâcher des bombes sur Bagdad. Aujourd'hui, le gouvernement des États-Unis n'a pas même réussi à obtenir un chèque en blanc du Conseil de sécurité de l'ONU pour son agression. Deuxièmement, le mouvement pacifiste a triomphé d'un boycott des médias. Jusqu'à ce jour, aucun débat public sérieux n'a eu lieu entre les partisans et les adversaires d'une attaque de l'Irak. L'industrie des médias fait montre d'une insuffisance flagrante dans le compte rendu des critiques à l'appel à la guerre de Bush, même si ces voix comprennent, non seulement les "suspects habituels", mais d'anciens généraux américains et la CIA. Troisièmement, bien que plus d'un an ait passé depuis le 11 septembre, protester contre la guerre et le président est encore perçu comme antipatriotique par des portions significatives de la société américaine. En Europe, il est relativement sans risque d'être contre la guerre, mais aux États-Unis, exprimer publiquement son désaccord exige un courage considérable. Dans cette perspective, les chiffres élevés du dernier week-end peuvent être lus comme des signes d'espoir que nous pouvons encore arrêter cette guerre avant qu'elle ne commence.

Les Européens ont tendance à oublier que les États-Unis sont habités par des gens profondément attachés aux armes, à la violence, à la peine capitale et à la suralimentation, des gens qui sont heureux d'avalier tout ce que disent George Bush, Dick Cheney ou Donald Rumsfeld lors des bavardages quotidiens qu'on fait passer pour des conférences de presse, ainsi que le "Guardian" l'a fait justement remarquer [1]. Les manifestations ont également été calmes et puissantes, preuve qu'il existe un autre aspect de l'Amérique. Les banderoles portées par les protestataires exprimaient la variété des raisons pour lesquelles des Américains s'opposent à la guerre : "La guerre ne nous apportera pas davantage de sécurité", "Pétrole contre sang : non", "L'empire des États-Unis : ce n'est pas mon rêve américain", "Commencez à voir les enfants irakiens", "Être pour la paix, c'est être patriote", "La guerre nourrit la terreur" et "Les changements de régime commencent chez soi : votez".

Cette dernière raison - ma préférée - m'a fait penser aux changements de régime dont l'Europe a besoin. Si le but de cette guerre est vraiment d'obtenir un accès garanti à un pétrole bon



attac

marché - et il y a de bonnes raisons de croire que c'est le cas -, alors les Européens vont également profiter de cette guerre [2]. Je sais que cela fait mal, mais ce n'est pas parce que les États-Unis sont les plus dépendants du pétrole bon marché que les États européens et leurs populations sont des ingénus en la matière. En un sens, les États-Unis vont faire la guerre pour assurer un intérêt public (pervers). Et sa nature même d'intérêt public fait qu'il est difficile de le rejeter.

Qu'en résulte-t-il pour les mouvements sociaux ?

Le mouvement écologiste doit reconnaître que nous sommes déjà entrés dans l'âge des guerres pour les ressources. Il a toutes les raisons de faire pression plus durement même pour qu'advienne l'âge du solaire et que cela fasse partie du mouvement de la paix. Qu'on se souvienne qu'une des principales organisations, Greenpeace, porte le mot "paix" dans son nom. Comment faire le lien ? Considérez seulement le script de la pub suivante, inspirée par celle de Slim-Fast : au lieu de "J'ai perdu 20 kg en deux semaines", la pub montre différentes personnes conduisant leur voiture utilitaire de sport : "J'ai gazé 40 000 Kurdes", "J'ai aidé au détournement d'un avion", "J'ai contribué à faire exploser un nightclub", et tous à l'unisson : "Nous avons pu réussir tout cela en nous rendant au travail dans notre utilitaire de sport [3]". Le mouvement pour une justice mondiale a également un rôle à jouer. Il ne devrait pas seulement soutenir des actions en faveur de la paix par ses ressources et ses militants, mais il devrait aussi exposer clairement l'argument que les injustices économiques causées par la mondialisation néolibérale favorisent la guerre et le terrorisme. Naturellement, toutes ces stratégies sont à long terme. Puisque l'Iran est aussi un point sur "l'axe du mal" et possède de grandes réserves de pétrole, peut-être la guerre à l'Irak ne sera-t-elle pas la dernière guerre du pétrole. Et, de toute évidence, le rassemblement militaire en Afghanistan n'a de sens qu'en tant que moyen d'attaquer l'Iran [4].

L'Europe peut faire davantage.

Bien que le gouvernement Bush ait déclaré qu'il attaquera l'Irak sans le soutien de l'ONU si nécessaire, il a, des mois durant, tenté de corrompre et menacé l'ONU pour obtenir son approbation. Pourquoi ? Simplement parce qu'il a besoin du soutien de l'ONU comme instrument de relations publiques. Bien que la majorité des Américains soient en faveur d'une guerre pour désarmer l'Irak, ils sont contre une guerre en solitaire. Le Conseil de sécurité de l'ONU est

composé de quinze membres. En dehors des cinq membres permanents - États-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne, chacun ayant un droit de veto - il y a la Bulgarie, le Cameroun, la Colombie, l'Irlande, la Guinée, l'île Maurice, le Mexique, la Norvège et la Syrie. Pour faire adopter la résolution qu'ils désirent, les États-Unis doivent surmonter la résistance de la Russie, de la France et de la Chine, et ont besoin des votes d'au moins trois autres membres. Le "Times" a rapporté que les États-Unis peuvent compter sur le soutien de trois États européens - la Bulgarie, la Grande-Bretagne et la Norvège - pour son tout dernier projet de résolution, tandis que la France s'y oppose encore et que l'Irlande paraît n'avoir pas décidé [5].

Où est le refus de la guerre par l'Europe ?

Où sont les manifestations de masse - comme celle que l'on a vue à Londres il y a quelques semaines - demandant aux gouvernements norvégien, bulgare, français et irlandais de respecter la volonté de leurs peuples ? En particulier, où sont les centaines de milliers de personnes à Paris poussant leur gouvernement à ne pas abandonner sa résistance aux projets de guerre des États-Unis ? Résister aux projets de guerre des États-Unis peut coûter cher aux États, ainsi que la dernière guerre du Golfe l'a montré. Quand le Yémen, de concert avec Cuba, vota contre la résolution proposée par les États-Unis, le diplomate américain déclara aux Yéménites : "Ceci va être le Non le plus cher que vous voterez jamais". Et Washington de couper le programme entier d'aide américaine de 70 millions de dollars [6]. Le mouvement protestataire doit faire en sorte que la décision de soutenir cette guerre américaine coûte plus cher encore que les punitions des États-Unis. Néanmoins, la protestation peut ne pas être suffisante. Le romancier indien Arundhati Roy a encouragé les militants anti-guerre à utiliser la désobéissance civile pour s'opposer à l'action militaire contre l'Irak. En Allemagne, une nouvelle campagne du mouvement de la paix va organiser le blocage des bases aériennes américaines qui sont utilisées pour acheminer des armes et des troupes vers les États du Golfe.

Felix Kolb.

Contact pour cet article. f.kolb@attac.org

Références :

[1] Duncan Campbell: The Other Side of America, The Guardian/R-U, 25 octobre 2002

[2] Michael T. Klare: Oiling the Wheels of War, The Nation, numéro du 7 octobre 2002



attac

[3] Arianna Huffington: This Is Oil -- This Is a No-Brainer on Oil, The Los Angeles Times, 22 octobre 2002

[4] Sidney E. Dean: Will Washington Attack Iran? Dossier du Pentagone du 2 août 2002

[5] James Bone and Chris Ayres: US-British Strategy on Iraq Close to Collapse, The Times/R-U, 28 octobre 2002

[6] Phyliss Bennis: The UN, the US and Iraq, The Nation, numéro du 11 novembre 2002

La sécurité collective, un concept qui fonctionne

Par Jeremy Brecher, auteur de 12 essais dont " Strike ! " (Grève !) et " Globalization from below " (la Mondialisation par le bas)

Traduction. coordinat@attac.org traducteurs bénévoles (*)

En tant que citoyen américain, je voudrais remercier toutes les personnes et les pays qui oeuvrent à empêcher mon pays d'entrer en guerre. Et je veux vous assurer que vos efforts ont un impact important aux États-Unis.

Malheureusement, l'administration Bush a déjà prouvé à maintes reprises sa détermination à attaquer l'Irak, le plus récent exemple étant l'affirmation de Colin Powell sur les ondes de la BBC que Washington devait rechercher un changement de régime en Irak même si le leader irakien acceptait pleinement les inspections sur son armement.

Le gouvernement a déjà commencé à rendre plus humain le bombardement, la première phase classique d'une invasion. De même qu'a débuté le transport de troupe et de matériel vers la région du golfe Persique. La campagne marketing pour la guerre tourne à plein régime. Pour paraphraser Bertolt Brecht : " Quand les grands de ce monde parlent de la paix, les ordres de mobilisation ont déjà été envoyés. "

Le planning méticuleux de l'équipe Bush avait anticipé les votes de l'ONU et du Congrès autorisant les États-Unis à attaquer l'Irak, et la permission d'utiliser l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Pakistan, la Jordanie et d'autres pays comme bases d'attaque. Après le discours du président Bush à l'ONU, le Congrès des États-Unis paraissait près de donner un blanc-seing pour la guerre au président.

Mais une chose étrange est arrivée sur la route du champ de bataille. Pendant des mois, les opinions publiques du monde entier ont exprimé leur désaccord. De fortes majorités dans presque tous

les pays, à part Israël et le Royaume-Uni se sont opposées aux plans américains. Politiciens et décideurs, désireux de ne pas offenser leurs protecteurs à Washington, ont été encore plus effrayés par la puissance susceptible d'être libérée contre l'obsession unilatérale de l'administration Bush.

Les effets de cette opposition générale aux États-Unis ont été grandement sous-estimés. Il existe certes un large consensus au sujet des efforts internationaux qui doivent être entrepris pour éradiquer la menace d'armes irakiennes de destruction massive. Mais il n'y a pratiquement aucun secteur de la société américaine qui encourage une attaque unilatérale sans un support international à part l'entourage immédiat du président, quelques membres du Congrès, des deux bords, et l'Aviation (Air Force).

L'exécutif militaire, mis à part celui de l'Aviation, a montré un grand scepticisme. Cet été, les espoirs de la clique pro-guerre ont été refroidis par les estimations de besoins en troupes et les risques de pertes humaines trop importants. Si les officiers en service ne se sont pas exprimés contre une guerre unilatérale, leurs collègues retraités l'ont fait avec force. Des experts militaires républicains comme Brent Scowcroft, nombre d'entre eux proches de George Bush senior et ex-membres de son administration, se sont exprimés contre la guerre.

Cet été, le soutien du peuple et du Congrès pour les plans de guerre de George Bush paraissait très important. Mais lors de visites dans leurs districts, les membres du Congrès ont rencontré des délégations organisées s'opposant à la guerre et ont découvert l'inquiétude de leurs administrés. Les leaders démocrates ont annoncé des concertations et un désir de ne pas précipiter les conclusions sur le sujet. Quand l'administration a lancé sa campagne pour la guerre, un flot de coups de téléphone et d'e-mails aux membres du Congrès ont conduit le candidat aux élections 2000 Al Gore et les leaders du parti démocrate au Congrès à sortir de leur silence ou à revoir leur soutien explicite à la politique de George Bush.

L'opinion publique et les politiciens ne s'opposent pas à une attaque de l'Irak, mais plutôt à une attaque sans aucun allié. Cette opposition eût été bien moindre si le reste du monde avait accepté la demande de soutien de l'administration Bush. Mais le front mondial uni contre une guerre des États-Unis est en train de modifier l'équilibre des forces sur le sol américain. Même si les démocrates, déboussolés, acceptent une pâle résolution autorisant la guerre, l'opinion publique



attac

américaine est maintenant nettement divisée, et les politiciens, spécialement ceux qui ont vécu la crise du Vietnam, sont fortement opposés à une guerre sans un large soutien populaire. Si le front international résiste, il existe une vraie chance que l'attaque américaine puisse être évitée.

Si le Conseil de sécurité refuse d'autoriser une action militaire américaine et que les inspecteurs de l'ONU retournent en Irak, les membres de l'administration Bush favorables à la guerre vont se trouver placés face à au moins deux problèmes d'envergure : ni l'opinion publique ni les dirigeants américains n'accepteront une attaque unilatérale et sans provocation, et les États voisins seront plus à l'aise pour refuser l'usage de leur sol comme base pour les opérations militaires (l'ami de Bush, Ariel Sharon, leur rendant même ce refus un peu plus facile).

Si une attaque complète sur l'Irak s'avère impossible, l'administration Bush suivra certainement trois tactiques. Premièrement, elle fera de son mieux pour saper et discréditer les inspections de l'ONU ; le moindre soupçon de non-coopération irakienne sera interprété comme une excuse pour relancer le processus de guerre. Deuxièmement les bombardements actuels seront intensifiés. Et enfin, tous les efforts seront faits pour décider d'autres pays à entrer dans la ligne de conduite américaine.

Cela nous fournit donc des directions à suivre pour contenir l'agression américaine. La coalition tacite de personnes et d'États s'opposant à la guerre en Irak devrait, au travers de l'ONU, demander l'arrêt des bombardements américains pendant que les inspections sont en cours. Bien sûr les États-Unis mettraient leur veto à une telle résolution, mais une démonstration internationale d'unité de ce type renforcerait l'opposition à l'hégémonie des États-Unis. L'utilisation de techniques non violentes avec l'aide des gouvernements – par exemple, le placement de volontaires étrangers à Bagdad et dans d'autres villes irakiennes, avec le soutien de leur gouvernement – pourrait également s'avérer efficace contre les bombardements.

Il est aussi essentiel que le processus d'inspection suive son cours. S'il est impossible de savoir exactement ce qui a conduit l'Irak à réadmettre les inspecteurs, il était clair que certains pays voulaient éviter une attaque américaine. L'Irak doit comprendre que le succès de la mission d'inspection de l'ONU est un gage de sécurité. Après tout, l'Irak peut raisonnablement penser que son acceptation de la reprise des inspections de ses armes de destruction massive, réelles ou

imaginaires, devrait dissuader les États-Unis d'engager une quelconque attaque. La coalition doit montrer à l'Irak qu'elle essaiera de le protéger des attaques américaines tant que le processus d'inspection suivra son cours, mais qu'il serait beaucoup plus difficile de le faire en cas de coopération incomplète de l'Irak.

Enfin il est important d'empêcher les États-Unis de soudoyer ou de forcer d'autres pays à suivre leur ligne de conduite. La façon dont l'administration Bush a ignoré le chancelier allemand Schroeder juste après sa réélection n'est que la partie visible de la politique utilisée. Les médias ont rapporté les cas d'autres pays auxquels a été offerte une part du gâteau de la guerre – le pétrole de l'Irak ou les contrats de reconstruction – pour les inciter à rejoindre les États-Unis.

La Russie a fait savoir aux États-Unis qu'elle souhaiterait attaquer la Géorgie, sous le prétexte de détruire les bases arrière tchéchènes. Apparemment, c'est un prix que l'administration Bush n'est pas encore prête à payer. Cela serait considéré comme un feu vert pour restaurer l'empire russe, autorisant la Russie à ignorer les nouvelles frontières divisant son ex-futur empire. Mais personne ne sait jusqu'où l'administration Bush serait prête à aller si la route de la guerre était vraiment bloquée.

Bush et son équipe ont tendance à voir le monde comme un match de football américain et leur stratégie est de renverser quiconque se met en travers de leur chemin. Dans le long terme, pour les contenir, il faudra davantage que la volonté de nations individuelles, mais plutôt une forme plus consciente de " sécurité collective ". Le monde doit prendre conscience que la nécessité de contenir la puissance américaine est une responsabilité collective. Cela pourrait s'exprimer par exemple par un support financier ou autre à des pays comme la Jordanie, menacés de représailles américaines s'ils refusent l'utilisation de leur sol comme base pour l'attaque contre l'Irak.

Un autre moyen serait de stigmatiser tout pays faisant à l'administration Bush des concessions géopolitiques en échange d'un " trésor de guerre " ou, pour des pays plus pauvres, d'argent liquide. Rappelons-nous que les puissances occidentales essayèrent de garder la Russie avec elles durant la Première Guerre mondiale, en lui offrant en secret des territoires d'autres pays après la victoire. La mise au jour de ces traités a peut-être eu plus d'impact sur la fin du régime russe qu'on ne le croit.



attac

Par-dessus tout, il est important de maintenir la pression populaire sur les gouvernements dans le monde entier. La pression de l'opinion a déjà forcé Blair à se désolidariser publiquement de Bush au sujet d'un changement de régime irakien. En continuant à s'amplifier, il rendra intenable la participation anglaise à une attaque unilatérale : le retrait du soutien anglais pourrait bien être la goutte qui fera déborder le vase pour les plans de guerre américains. L'opposition populaire allemande a renversé le résultat des élections, et cela a conduit les politiciens américains à craindre que la politique de Bush puisse pousser l'Europe à remettre en question la domination géopolitique des États-Unis. Le fait qu'aucun pays à part l'Angleterre n'ait offert son soutien aux États-Unis a un impact très fort sur l'opinion américaine. S'il vous plaît, continuez dans cette direction !

Une des tâches centrales d'une coalition tacite de peuples et de pays s'opposant aux États-Unis sera de conquérir le cœur et l'esprit des citoyens américains. Ils sont encore blessés et effrayés par les attaques du 11 septembre et peuvent se raccrocher facilement à des théories absurdes " antiterroristes " ! Néanmoins, leurs vues sont changeantes et conflictuelles. Dans un sondage du 24 septembre de la CBS, 57% des sondés voulaient laisser plus de temps à l'ONU pour redémarrer le programme d'inspection, et 52% pensaient que les États-Unis devraient suivre les recommandations de l'ONU au sujet des attaques contre l'Irak au lieu d'agir seuls.

Les grands de ce monde et les peuples doivent influencer les Américains et les aider à forcer leur gouvernement à reprendre ses esprits. Un exemple : une délégation de leaders religieux britanniques militants contre la guerre va venir aux États-Unis pour partager avec des communautés religieuses américaines leurs inquiétudes. Le combat contre l'agressivité de l'administration Bush est – et devrait se présenter – comme pro et non anti-américain.

Pour conclure, la question ici est bien plus large qu'un conflit États-Unis / Irak. Le nouveau

document de politique de Bush, la " Stratégie de Sécurité nationale des États-Unis ", qui codifie les déclarations antérieures, exprime la mégalomanie des ambitions de l'administration Bush. Dans ce document, on note que " les États-Unis possèdent une puissance sans précédent et sans équivalent ". Il est proclamé que " nous n'hésiterons pas à agir seuls, si nécessaire, pour exercer notre droit de défense de façon préventive ". Les États-Unis utiliseront leur puissance pour " convaincre ou contraindre " des États à accepter ce qui est appelé " leurs responsabilités souveraines ".

Cette stratégie pour une domination mondiale n'est pas limitée au domaine militaire, mais se propose d'influencer les politiques économiques et les sociétés. En fait, ce document n'hésite pas à déclarer qu'il n'existe " qu'un modèle viable pour une réussite nationale ".

Stopper l'attaque américaine sur l'Irak est une étape cruciale, mais seulement la première du combat contre ce désir de domination mondiale. Cela nécessite l'émergence d'une tacite mais réelle politique de sécurité collective pour contenir l'agressivité américaine. Si une telle sécurité collective peut être maintenue, c'est un bon signe pour pouvoir empêcher dans le futur des " agressions préventives ". Et peut-être même cela créera les fondations pour combattre d'autres dangers envers la sécurité collective comme le réchauffement de la planète, la pauvreté, les crises économiques, le sida et les armes de destruction massive.

Rien ne serait plus en phase avec l'intérêt général du peuple américain.

Contact pour cet article. Focus on Global South. Programme autonome de recherche et d'action de l'Institut de Recherche Social de l'université de Chulalongkorn (CUSRI), situé à Bangkok. admin@focusweb.org - <http://focusweb.org>

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.